

**Appel à concurrence dans le cadre
d'une procédure adaptée
(art. L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 et L2113-12 du Code
de la commande publique)**

N°2025-23

Fourniture d'articles de bureau

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Le contexte	4
2. Objet	4
3. Non allotissement	4
4. Montant maximum	5
5. Durée	5
6. Pièces contractuelles	5
7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents	5
8. Modalité de passation des bons de commande	5
9. Modifications	6
10. Unité monétaire	6
11. Pénalités	6
12. Conditions financières	7
12.1 Prix	7
12.2 Délai global de paiement	8
12.3 Modalités de paiement	8
12.4 Facturation	8
12.5 Réfaction	8
13. Cession ou nantissement de créance	9
14. Assurances	9
15. Litiges	9
16. Résiliation	10
17. Exécution aux frais et risques du titulaire	10
18. Décompte de résiliation	10
19. Attribution de juridiction	10
20. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat	11
20.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité	11
20.2 Conformité RGAA	12
20.3 Conformité RGI	12
21. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale	12
22. Dérogations aux CCAG-FCS	13

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

1. Obligations du titulaire	15
2. Les objectifs de la prestation	15
3. Modalités d'exécution	16
4. Opérations de vérification à l'admission – Garantie	16
4.1 Vérification	16
4.2 Contestations éventuelles	16
4.3 Attribution des compétences	17
4.4 Admission	17
4.5 Conditions d'exécution des fournitures	17
4.6 Conditionnement – Emballage – Etiquetage	17
4.7 Actualisation du catalogue	17
4.8 Garantie	17
5. ANNEXE I – Implantation des sites Ifce	18

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Le contexte

L'établissement public national à caractère administratif Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture et des Sports, est un opérateur public, prestataire de services destinés à l'ensemble des acteurs de la filière cheval, à la demande de l'Etat, des organisations socioprofessionnelles et des collectivités locales.

L'établissement est implanté sur l'ensemble du territoire national avec un siège social à Saumur (49), de bureaux administratifs à Pompadour (19) et une vingtaine de sites répartis dans chacune des régions en France métropolitaine.

Les équipes de l'IFCE mettent à disposition leurs expertises, leurs compétences et leurs outils, pour le développement des activités liées au cheval dans les territoires au cœur d'un environnement en pleine mutation.

2. Objet

Le présent appel à concurrence a pour objet la fourniture d'articles de bureau et de consommables informatiques au bénéfice de l'établissement public à caractère administratif l'Institut français du cheval et de l'équitation (Ifce) ainsi que l'ensemble des sites s'y rattachant.

Il s'agit d'un marché à bons de commande sur prix unitaire soumis au Code de la commande publique articles L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7.

Les dispositions des Cahiers des clauses administratives générales (CCAG) pour les fournitures courantes et services (FCS) en sa version de l'arrêté du 30 mars 2021, s'appliquent en l'absence de stipulation contraire.

Il s'agit d'un marché de fournitures courantes à bons de commande et à prix unitaires sans montant minimum. Les articles les plus courants figurent au descriptif des quantités estimées (DQE) joint en annexe, ne constituant pas des quantités engageantes. Les commandes peuvent être effectuées jusqu'au dernier jour du marché.

L'exclusivité d'approvisionnement est réservée aux articles indiqués au bordereau de prix ; elle ne s'applique pas sur l'ensemble du catalogue proposé.

3. Non allotissement

Dans le respect des dispositions des articles L2113-10 et L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du CCP, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement pour les motifs suivants.

Au regard des caractéristiques des prestations attendues, et eu égard notamment à l'indissociabilité de ces dernières qui concourent à la réalisation d'un même objet, l'IFCE doit avoir un seul et unique interlocuteur, la dévolution en lots rendrait

difficile le pilotage et l'exécution des prestations.

4. Montant maximum

Le marché ne comporte pas de montant minimum, mais le montant maximum est fixé à 89 900 € HT sur la durée du marché.

5. Durée

Le marché prend effet au jour de sa notification pour une durée de 1 an renouvelable deux fois 1 an à compter de sa notification.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la propriété intellectuelle et à la confidentialité.

6. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière ;
2. Les précisions ou réserves formulées par la personne publique lors de la notification ou l'acceptation de l'offre, acceptées ou levées par le titulaire ;
3. Le présent cahier des clauses particulières, regroupant le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics applicables aux Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Le bordereau de prix ;
6. Les bons de commande émis.

En cas de contradictions entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans les documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Les documents contractuels du marché prévalent en cas de contradiction avec les documents des bons de commande.

7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents

La correspondance contractuelle et juridique, les modes d'emploi ainsi que les factures doivent être rédigés en langue française.

8. Modalité de passation des bons de commande

Le marché s'exécute par bons de commande selon des prix unitaires définis dans les annexes financières.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur durée d'exécution ne peut être supérieure à un an et ne peut excéder une période de plus de six mois après la date d'échéance du contrat.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande pour signaler à l'IFCE toute anomalie (erreur médicamenteuse) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations. A défaut, le titulaire ne peut invoquer l'erreur pour se dégager de sa responsabilité.

L'IFCE se réserve le droit de résilier par écrit sa commande, notamment en cas de non-respect par le titulaire de ses délais de livraison ou en cas de défaillance constatée lors de son exécution.

L'IFCE peut accorder la prolongation des délais d'exécution au titulaire du marché.

9. Modifications

Outre les cas prévus aux articles R2194-6 et R2194-7, l'IFCE se réserve la possibilité, conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande publique, de modifier le marché initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui sont devenues nécessaires :

- à la double condition qu'un changement de titulaire soit :

a) impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur ;

- par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le montant des modifications prévues ne doit pas dépasser 50 % du montant du marché initial (art. R2194-3), tenant compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

10. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).

11. Pénalités

Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire. Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont la non-réalisation dans les délais, a donné lieu à l'application d'une pénalité. Le titulaire ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de la pénalité. Il sera tenu compte des prolongations éventuellement accordées par écrit par l'IFCE. Elles sont le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation du marché.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de l'IFCE de notifier la

résiliation du bon de commande ou du contrat dans les conditions prévues à l'article « résiliation ». Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à l'IFCE.

Dès le début du marché, le prestataire s'engagera sur le délai de livraison indiqué dans les attentes de l'appel d'offres. Dans le cas où le titulaire du marché ne respecterait pas les délais contractuels, le pouvoir adjudicateur est en droit de réclamer des pénalités de retard, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de huit jours calendaires.

Le montant des pénalités est fixé à : 50 € hors taxes par jour ouvré de retard.

Ces pénalités sont déduites du montant restant à régler ou font l'objet d'un titre de reversement.

En cas de résiliation du marché, ces pénalités restent dues au pouvoir adjudicateur. Toutefois, le titulaire est exonéré de ces pénalités s'il ne peut assurer ces prestations du fait du pouvoir adjudicateur ou d'un événement extérieur et imprévisible. Le titulaire du marché en informe le pouvoir adjudicateur dès que possible et propose une nouvelle date de livraison. Cette demande doit être notifiée par le titulaire au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception. Le silence du pouvoir adjudicateur à l'issue du délai de huit jours ouvrés à compter de la notification de demande du titulaire vaut acceptation du changement de date.

12. Conditions financières

L'unité monétaire applicable est l'Euro. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

12.1 Prix

Cf. fichier en annexe intitulé « **Bordereau de prix** » à compléter.

Les prix doivent être présentés sous la forme de prix unitaires.

Tous les frais connexes (livraison, emballages, matériel d'entretien, douane, équipement des intervenants, etc...) doivent être inclus.

Les frais administratifs de gestion du marché (réunions, suivi...) doivent être compris.

Les prix sont fermes pendant les douze premiers mois d'exécution du marché, ils sont ajustables à compter du treizième mois du marché sur la base du tarif général du fournisseur.

Les demandes d'ajustement de prix doivent être présentées à l'agrément du pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé, au moins un mois avant la date effective de l'ajustement. Si l'augmentation constatée est supérieure de 3 % au tarif général précédent, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché sans préavis ni indemnité pour le cocontractant.

12.2 Délai global de paiement

Chaque facture est payable à trente (30) jours date de réception de facture.

En cas de dépassement de ce délai, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par les articles L2192-12 à 14 et R3133-25 du Code de la Commande publique. Le taux des intérêts moratoires est stipulé à l'article R2192-31 et suivants du Code de la Commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

12.3 Modalités de paiement

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire par le biais d'un mandat administratif (virement).

12.4 Facturation

La facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier avec son adresse ;
- Le numéro de SIRET et de TVA intracommunautaire ;
- Le montant des prestations admises hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le montant total TVA incluse ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La typologie de la prestation ;
- La date de la facturation et le numéro de facture.

Le Titulaire utilisera Chorus Pro pour transmettre sa facturation de façon dématérialisée ainsi que la fiche d'exécution mensuelle ou toute autre pièce expressément demandée. Il lui sera adressé à chaque commande le N° SIRET de l'établissement, le N° d'engagement juridique ainsi que le N° de marché. Il n'y a pas de code de service à renseigner.

Une fiche d'exécution mensuelle devra être jointe à la facture, avec les prestations effectuées. Toute facture ne comportant pas les pièces justificatives sera rejetée en attendant les documents demandés ; il ne sera pas fait de relance de la part du service demandeur.

12.5 Réfaction

La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Ainsi, l'IFCE est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du titulaire.

Cette réduction est appréciée au cas par cas. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire ait pu présenter ses éventuelles observations sur la décision. Le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, l'IFCE fait

connaître au Titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir sa décision de réfaction.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ces étapes, l'IFCE se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, et de résilier le marché pour défaillance du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées aux frais et risques. Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à l'entière charge du Titulaire.

13. Cession ou nantissement de créance

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du cocontractant.

14. Assurances

Le titulaire contracte et maintient, à ses frais, pendant toute la durée de ses obligations contractuelles et/ou légales, un contrat d'assurance de responsabilité civile et professionnelle couvrant l'ensemble des activités du marché et garantissant sa responsabilité à l'égard de l'IFCE et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'ensemble des garanties prennent effet à compter de la notification du marché. Sur simple demande de l'IFCE, le titulaire fournit tout justificatif permettant de s'assurer du paiement des primes d'assurances exigibles.

Le titulaire produit les attestations d'assurance en cours de validité dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de leur demande.

15. Litiges

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des fournisseurs étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis par le titulaire au Directeur Général de l'Institut français du cheval et de l'équitation, 170, Avenue du Cadre Noir 49400 Saumur. Afin de sauvegarder les droits par voie juridictionnelle, il est nécessaire que le recours soit introduit avant le délai de deux mois.

16. Résiliation

Outre les cas de résiliation décrits au CCAG-FCS (articles 48, 49 et 51), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire, notamment si les fournitures et prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations du marché (niveau de service, délais...) et dans les cas autres prévus à l'article 50 du CCAG-FCS.

17. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'IFCE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation pour faute (cas notamment énoncé à l'article « Résiliation »).

Si l'IFCE ne peut se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents contractuels, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché initial et résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il fournit néanmoins toutes les informations et tous les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'IFCE.

18. Décompte de résiliation

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'IFCE et notifié au titulaire au plus tard dans un délai de quatre mois après la date d'effet de la décision de résiliation.

Sans attendre la liquidation définitive du solde, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, hors indemnisation éventuelle. Si le solde est créditeur au profit du titulaire, l'IFCE lui verse 80% de ce montant. Si le solde est créditeur au profit de l'IFCE, le titulaire lui reverse 80% du montant du solde.

Le marché est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part, des prestations en cours d'exécution pour lesquelles l'IFCE accepte l'achèvement.

19. Attribution de juridiction

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de

juridiction au Tribunal administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Ile-Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex. Tél 02 40 99 46 00 – Fax 02 40 99 46 58 – greffe-ta.nantes@juradm.fr

20. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat

20.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (*le « règlement européen sur la protection des données »*).

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Le candidat s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la consultation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement désigné par l'IFCE dans le cadre du marché. Si le candidat considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le candidat est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire fera signer la charte informatique de l'IFCE à tout intervenant ; cette

signature permettra l'ouverture de droits d'accès individualisés au SI de l'IFCE.

L'IFCE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Les développements doivent respecter les directives de l'Etat sur les politiques de sécurité des systèmes d'information :

<https://www.ssi.gouv.fr/guide/pssi-guide-delaboration-de-politiques-de-securite-des-systemes-dinformation/>

20.2 Conformité RGAA

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations :

<https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/>

20.3 Conformité RGI

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Interopérabilité de l'Etat :

<https://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

21. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale

Les prestataires préciseront dans leur offre les démarches qu'ils entreprennent de nature à limiter l'impact de leurs prestations sur l'environnement et comment leur entreprise prend en considération les préoccupations sociales de ses activités dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché.

Responsabilité sociétale

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer un progrès social dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché. L'IFCE accueillera favorablement les propositions faites dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché en matière d'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté et éloignées du marché de l'emploi, de formation des employés, y compris les employés les moins qualifiés, de lutte contre la précarité professionnelle, de lutte contre la discrimination.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve, leur démarche en terme de :

- engagement dans la formation de leurs employés, et notamment des employés les moins qualifiés, dans le cadre de l'exécution des prestations,
- politique interne de lutte contre la précarité professionnelle : faible turn-over, faibles temps partiels, favoriser les contrats en CDI, temps de travail équilibré,
- protection sociale du personnel et politique de promotion du dialogue social interne,

- politique d'égalité et de diversité : représentation équilibrée des femmes et des hommes (rémunération égale, équilibre vie privée/ vie professionnelle, etc.), politique en faveur de la diversité, lutte contre les diverses formes de discrimination, *etc.*

Responsabilité environnementale

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve (attestations, labels, ...), leur démarche interne de réduction des impacts sur l'environnement :

- tri sélectif et collecte sélective des déchets, recours à un prestataire pour assurer la valorisation des déchets, *etc.*,
- réduction de la consommation énergétique, de la consommation de papier et autres produits,
- recours à la dématérialisation,
- réduction autant que possible, et dans la limite des exigences du cahier des charges, des déplacements des équipes dans le cadre des prestations objet du présent marché, en favorisant la visio-conférence et l'usage de moyens de transports peu polluants.

L'Institut français du cheval et de l'équitation, qui s'est doté d'une démarche de développement durable, est sensible aux respects de certains critères environnementaux, sociaux et de traçabilité (tri sélectif, type de produits utilisés, respect du dosage des produits d'entretien). Lorsque la fourniture des produits d'entretien est demandée, les candidats feront figurer dans leurs réponses toutes informations permettant d'estimer l'engagement de l'entreprise en matière de développement durable.

Entreprises soumises à la directive CSRD (grandes entreprises)

Elles fourniront un reporting extra-financier portant sur les données ESG (Environnementaux, Sociaux et Gouvernance) :

- ✓ facteurs environnementaux : atténuation et adaptation au changement climatique, biodiversité, utilisation des ressources... ;
- ✓ facteurs sociaux : égalité des chances, conditions de travail et respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... ;
- ✓ facteurs de gouvernance : rôle des organes d'administration, activités de lobbying, gestion des relations avec les partenaires commerciaux...

Les informations communiquées par l'entreprise doivent être certifiées par un commissaire aux comptes ou par un organisme tiers indépendant accrédité.

22. Dérogations aux CCAG-FCS

L'article 6 relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 8 relatif aux modalités de passation des bons de commande déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.

L'article 11 relatif aux pénalités de retard déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 12-1 relatif aux prix de règlement déroge à l'article 10-2-2 du CCAG-FCS.

L'article 16 relatif à la résiliation déroge aux articles 49 et 50 du CCAG-FCS.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

1. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à fournir l'ensemble des produits figurant au bordereau de prix ; il doit donc disposer d'un stock suffisant. Il précisera dans son mémoire technique la disponibilité des produits et le stock qu'il estime nécessaire de constituer.

Il s'engage également à livrer dans les délais figurant au bordereau de prix, sur le site de l'IFCE à compter de la réception du bon de commande.

Le titulaire du marché à la charge :

- de la fourniture proprement dite,
- de tous les droits de douanes éventuels et de toutes les taxes relatives à ces fournitures,
- des frais d'emballage et accessoires,
- de la livraison franco magasin aux lieux indiqués en annexe et dans les conditions fixées à l'article 7 du présent cahier des charges.
- de l'envoi de son catalogue et de son tarif remisé avant le début du marché à tous les sites,
- de l'envoi systématique de tout nouveau catalogue et nouveau tarif (sous format papier et sur support numérique au format Excel) après agrément de la personne publique qui en détermine la date d'entrée en vigueur.

Les prix proposés sont appliqués par un rabais ferme et unique, qui sera exprimé à la fois en chiffres et en lettres et mentionné à l'acte d'engagement.

Les rabais et les prix qui en résultent ne peuvent comporter que deux décimales.

Le taux de la taxe à la valeur ajoutée et celui des autres taxes éventuelles doivent être indiquées dans l'acte d'engagement.

Dans le cadre d'une promotion générale sur un produit, et si l'offre promotionnelle est plus intéressante que l'offre de base du présent marché (prix unitaire du tarif x taux de remise contractuel), l'administration bénéficiera des conditions de la promotion.

Ces conditions promotionnelles, pour leur durée d'application, ne remplacent pas le taux de remise contractuel sur la durée du marché.

2. Les objectifs de la prestation

Il s'agit, par la fourniture d'articles de bureau de permettre le bon fonctionnement des différents sites de l'Ifce (annexe I)

3. Modalités d'exécution

L'institut français du cheval et de l'équitation, qui s'est doté d'une démarche de développement durable, est sensible aux respects de certains critères environnementaux, sociaux et de traçabilité. Les candidats feront figurer dans leurs réponses toutes les informations permettant d'estimer l'engagement de l'entreprise en matière de développement durable et notamment :

- la part des produits écolabellisés,
- sa pratique de réduction des emballages (contenant et livraison)

La personne publique sera sensible à des propositions qui mettent en avant les enjeux et leviers durables qui portent sur la composition des produits.

Le candidat pourra proposer des articles éco-labellisés (type NF Environnement par exemple) ou fabriqués à partir de matières recyclées ou n'étant pas composés de substances toxiques (type éther, glycol, toluène, xylène, trichloréthylène...). Les produits en bois seront issus de forêt gérées durablement (label PEFC ou FSC).

Les commandes sont passées par toutes personnes ayant reçu délégation de signature du directeur général de l'IFCE, au fur et à mesure des besoins.

4. Opérations de vérification à l'admission – Garantie

4.1 Vérification

Les opérations d'admission sont faites au moment de la livraison. Elles ont lieu dans les locaux des sites mentionnés en annexe 1, par le responsable de l'organisme désigné à cet effet.

4.2 Contestations éventuelles

L'autorité à saisir en cas de contestation éventuelle est le directeur général de l'Ifce 170, Avenue du Cadre Noir 49400 SAUMUR.

En cas de refus de la livraison, le bénéficiaire demande par téléphone, confirmé par lettre, le remplacement qui doit être effectué dans les 48 heures suivant le jour de la livraison.

Si, à la suite du refus de tout ou partie de la fourniture par le bénéficiaire, le fournisseur refuse d'en effectuer le remplacement, le directeur général de l'Ifce se pourvoit, après le délai de 48 heures indiqué précédemment, aux frais et risques du titulaire, en fournitures de qualité égale ou supérieure auprès du fournisseur de son choix.

4.3 Attribution des compétences

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal Administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Ile-Gloriette -BP 24111 – 44041 NANTES cedex (tel. : 02 40 99 46 00 – Email : greffe.ta-nantes@juradm.fr).

4.4 Admission

L'admission est prononcée par la signature du bon de livraison qui vaut également transfert de propriété.

4.5 Conditions d'exécution des fournitures

Les fournitures sont de bonne qualité loyale et marchande. Elles sont conformes aux prescriptions mentionnées sur les offres faites par le fournisseur (essentiellement dans leur catalogue et notices techniques).

4.6 Conditionnement – Emballage – Etiquetage

Le titulaire du marché est tenu de livrer les articles selon les modalités de présentation qu'il aura lui-même fixées de façon claire dans sa proposition.

L'étiquetage des conditionnements et des emballages porte les mentions nécessaires à l'identification précise des articles

4.7 Actualisation du catalogue

En raison de l'évolution rapide de ce type de produits, des modifications pourront être apportées au catalogue du titulaire. Le titulaire s'engage à informer, par écrit et avec un préavis de 30 jours le pouvoir adjudicateur de tout changement de référence, en précisant l'article remplacé ainsi que les caractéristiques du nouveau produit.

Les nouveaux produits devront :

- être d'un prix unitaire identique à celui des produits de substitution,
- être de qualité égale ou supérieure.

En aucun cas les produits ne doivent constituer des articles nouveaux destinés à d'autres usages que ceux des produits remplacés.

4.8 Garantie

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication, conservation ou défaut de matière à compter du jour de la réception. Le délai de péremption des produits, lorsqu'il existe, ne sera jamais inférieur à six (6) mois.

5. ANNEXE I – Implantation des sites Ifce

LES SITES DE L'INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION
AMBOISE IFCE– AVENUE EMILE GOUNIN 37400 AMBOISE
AMIENS IFCE – 5 RUE HENRI DAUSSY 80000 AMIENS
AUBIERE LAFAGE LYDIE 2 ROUTE DE MONTBOISSIER 63410 SAUXILLANGES
AURILLAC IFCE - AVENUE DE JULIEN 15000 AURILLAC
BESANÇON IFCE– 5 PLACE JEAN CORNET 25000 BESANCON
CHAMBERET STATION EXPERIMENTALE DE CHAMBERET 1 IMPASSE DES HARAS DOMAINE DE LA VALADE 19370 CHAMBERET
CHAZEY SUR AIN IFCE – 604 LE LUIZARD 01150 CHAZEY SUR AIN
CLERMONT FERRAND IFCE SITE DE MARMILHAT 354 AV DU BREZET 63000 CLERMONT FERRAND
CLUNY IFCE – 2 Rue Porte des Près 71250 CLUNY
GELOS IFCE– 1 RUE DU MARECHAL LECLERC – BP 8 64110 GELOS
HARAS DE POMPADOUR IFCE – 22 BIS AVENUE DU PERIGORD (PUY MARMONT) 19230 ARNAC POMPADOUR
HENNEBONT IFCE – 15 RUE DE LA BERGERIE 56700 HENNEBONT CEDEX
LA ROCHE SUR YON IFCE – 21 RUE DU GENERAL GALLIENI 85000 LA ROCHE SUR YON
LE LION D'ANGERS IFCE – PARC DEPARTEMENTALE DE L'ISLE BRIAND 49220 LE LION D'ANGERS

LES SITES DE L'INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

LE PIN
IFCE – LES ECURIES DU BOIS
61310 LE PIN AU HARAS

RAMBOUILLET
IFCE – BERGERIE NATIONALE
PARC DU CHATEAU – CS 40609
78514 RAMBOUILLET CEDEX

RODEZ
IFCE – BOURRAN
9 RUE DE BRUXELLES
12000 RODEZ

ROSIERES AUX SALINES
1 RUE LEON BOCHERON
54110 ROSIERES AUX SALINES

SAINT LO
IFCE – AVENUE DU MARECHAL JUIN – CS 21509
50009 SAINT LO CEDEX

SAINTES
IFCE – DT NOUVELLE AQUITAINE
18 BOULEVARD GUILLET MAILLER
17100 SAINTES

SAUMUR
IFCE – AVENUE DE L'ECOLE NATIONALE D'EQUITATION
BP 207 – TERREFORT
49411 SAUMUR CEDEX

SITE ADMINISTRATIF DE POMPADOUR
IFCE– ROUTE DE TROCHE
19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX

TOULOUSE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
BATIMENT B
2 ROUTE DE NARBONNE
31320 AUZEVILLE-TOLOSANE

UZES
IFCE – MAS DES TAILLES
30700 UZES

VALENCE
IFCE – DELEGATION AUVERGNE RHONE-ALPES
4 PLACE LAENNEC
26000 VALENCE

VILLENEUVE
IFCE - PLACE DES DROITS DE L'HOMME
47307 VILLENEUVE SUR LOT

YZEURE
LE CAM FABIENNE
51 BOULEVARD SAINT EXUPERY
03400 YZEURE

Attestation sur l'honneur

Je soussigné

En qualité de

Agissant pour le compte de (société) :

.....(ou en mon nom propre)

Adresse :

.....

CERTIFIE SUR L'HONNEUR QUE :

- la société que je représente a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- la société que je représente n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
- la société que je représente n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles D.8222-5 – D.8222-7 & D.8222-8 du Code du travail.

Fait à le